

Contre le FN : bouleverser les usages frelatés de la démocratie Les Z'indigné(e)s, janvier 2016

A la fin des années 1980, devant la « montée du FN » (l'expression est depuis consacrée) une association dédiée à la lutte contre le Front National était très active. Avec *Ras l'front* nous avons, en particulier, diffusé très largement un pin's constitué d'un triangle rouge, figurant celui avec lequel les nazis étiquetaient les militants politiques opposés au national-socialisme. Ce que j'avais nommé le « *petit triangle rouge contre les légions d'horreur* » fut porté par bien des opposants au FN pendant une dizaine d'années mais aujourd'hui on ne le voit plus qu'à la boutonnière de Jean-Luc Mélenchon. C'est que l'offensive du FN s'est stabilisée pendant 20 ans, l'activisme de *Ras l'front* n'y étant pas pour rien, jusqu'à la gestion néo-libérale de « la crise » par Sarkozy puis Hollande. La bête immonde s'est alors réveillée en nouveau costume, gagnant en respectabilité après avoir chassé le vieux loup borgne et ses blagues antisémites, récupérant les thèmes abandonnés par la gauche et réservant son racisme aux plus démunis. Si le FN ne séduit encore « que » un Français sur presque dix, l'apathie électorale en fait la force politique qui monte et chacune de ses victoires semble une marche irréversible dans l'escalier du pouvoir car les nouveaux adeptes de ce *coming out* n'auront plus jamais honte. Ainsi, la visibilité de ceux qui votent FN augmente, jusque dans les familles ou pire parmi les amis, cette famille que l'on a choisie. Comment ne pas deviner dans ces tensions de proximité des ferments de guerre civile ? Comment dissocier ce malaise politique du mal être aggravé que promet la situation économique, sociale et planétaire ?

Beaucoup de commentaires savants ont expliqué la capacité de séduction, ou plutôt d'accaparement, du Front National par de nombreuses causes de frustration et de colère dans la population : le chômage qui augmente sans cesse, les attaques contre le code du travail et la sécurité sociale, la concentration de la misère dans des quartiers ghettos, l'impunité fréquente des malfaiteurs politiques, le mépris des dirigeants (si bien illustré par le refus des résultats du référendum de 2005), leur collusion avec les puissants de France (cadeaux fiscaux exorbitants), d'Europe (soumission aux exigences de technocrates non élus) et du monde (Traité transatlantique préparé secrètement), ...Le FN a su marier ces ingrédients, tous concrètement fondés, avec la sauce qu'il affectionne depuis toujours : l'ennemi extérieur sous la forme de l'étranger surtout venu du Sud pour « profiter de nos acquis sociaux et sanitaires auxquels les Français ont de moins en moins accès », la demande d'autorité et le repli sur la Nation qui découlent de la grave situation économique, sociale et sécuritaire, le sentiment d'humiliation des personnes réduites à la condition de chômeur, en voie de paupérisation sans espoir. Les solutions du FN ne s'embarrassent pas d'un programme consolidé. Depuis toujours elles passent par des formules lapidaires qui rencontrent les colères et les frustrations, mais quelque chose a changé en 25 ans. Le FN de Jean-Marie puisait ouvertement aux sources de Vichy et de l'OAS pour délivrer une idéologie fascistoïde tandis que celui de Marine et Marion, toujours xénophobe, se nourrit davantage de la plainte et de la misère pour prétendre concurrencer les institutions défaillantes en accédant à la respectabilité comme tout acteur du jeu politique. C'est dire que notre petit triangle rouge, à fonction idéologique, serait de peu d'effet aujourd'hui. Devant la souffrance du peuple et sa récupération par un FN toujours du côté des patrons, il faudrait plutôt avancer des arguments de lutte pour un autre monde...mais ceux-ci sont inaudibles s'ils proviennent des partis disqualifiés, ou s'ils recyclent des discours déjà entendus mais jamais traduits dans les faits. Ainsi, Pierre Laurent (secrétaire national du PCF), dans son appel à l'unité avec le PS pour le second tour en Région Ile de France, annonce t-il un « *projet de solidarité, de prospérité partagée et de paix et non un projet de guerre, de concurrence et d'égoïsmes réciproques* »...Outre que ce projet contredit toutes les options de son allié PS, lequel ne cesse de vanter la compétition et la guerre, comment croire que de telles promesses, ressassées depuis les débuts du christianisme, seraient capables d'emporter la conviction ?...Non ! La situation exige le bouleversement des usages frelatés de la démocratie. Et d'abord la reconnaissance de propositions procédurales portées depuis longtemps par la société civile mais toujours ignorées des représentants du peuple qui ont l'arrogance de se prendre pour ses dirigeants.

Il est paradoxal de réduire la « démocratie » au fait que tout le monde puisse voter et d'exalter cette liberté sans s'interroger sur la fabrication de l'opinion par les gouvernants, grâce aux médias devenus propriété des banquiers, marchands d'armes et autres malfaisants, mais aussi grâce à la désinformation par des officines spécialisées comme le FN. Comment exiger que tout conducteur de voiture soit pourvu d'un permis et se satisfaire que tout électeur puisse s'exprimer sans montrer qu'il a fait l'effort préalable de savoir et comprendre les enjeux de son vote ? Bien sûr, il n'est pas question de revenir sur le suffrage universel, conquête importante des luttes populaires, mais peut-être, et tout en refusant la sélection de citoyens plus assidus ou compétents que la moyenne (ce que prône les adeptes de la « démocratie liquide »), pourrait-on associer le vote à de nouvelles précautions.

Ainsi le **tirage au sort d'une partie des représentants**. Pourquoi ne pas se suffire d'une Assemblée nationale élue et faire du Sénat une « Chambre des citoyens » tirés au sort dont le rôle serait surtout de contrôler l'activité des députés et de dialoguer en continu avec la société ? Dès qu'on parle de tirage au sort, qui fut le plus ancien mode de désignation des représentants, de vives réactions incriminent l'incompétence, l'amateurisme ou l'insuffisante motivation des citoyens « ordinaires » ainsi choisis (contredisant ainsi les vertus qu'on accorde au vote des mêmes citoyens...). Pourtant, il est illusoire de prétendre dénicher des « experts » avec le processus électoral, un mythe qui justifie le mandat en blanc donné pour longtemps aux élus. L'expertise est disponible pour l'élus comme pour le tiré au sort. Par ailleurs, il n'est pas question d'obliger quiconque tiré au sort à exercer une fonction qu'il refuserait : autant le tirage au sort ne doit pas faire appel à des volontaires (pour ne pas alimenter l'auto promotion), autant il doit utiliser l'inépuisable réserve de représentants potentiels pour ne retenir que ceux qui acceptent ce sort avec enthousiasme.

Il faut aussi établir un **statut du représentant** (élu ou désigné par le sort) qui n'en fasse ni un parvenu ni un permanent. Ceci concerne aussi bien des indemnités raisonnables que le non cumul des mandats ou la brièveté de mandats non reconductibles. Il importe en effet que les représentants ne constituent pas une élite déconnectée de la vie quotidienne des citoyens, ni qu'ils prennent goût au pouvoir ou à la sinécure.

La **représentation proportionnelle** est un élément fort de la justice sociale car il faut que chaque assemblée compte des élus en proportion des idées qu'ils représentent dans la population. Il pourrait certes devenir plus difficile d'y décider que quand une majorité règne sans partage mais il est inadmissible que des propositions issues du peuple ne soient pas même discutées. La présence de citoyens « non étiquetés » issus du tirage au sort, apporterait le « bon sens » et la sérénité qui manquent souvent à nos assemblées partidaires, elle permettrait de maintenir le cap sur le seul objectif qui vaille, celui du bien commun.

Un **observatoire des engagements**, composé de citoyens tirés au sort, pourrait rendre compte à la population de la façon dont les représentants assument leurs promesses, et éventuellement entraîner la tenue d'un **referendum révocatoire**, par exemple à mi-mandat, afin de confirmer ou de révoquer des représentants si un nombre suffisant de citoyens le demande. Ce serait aussi la fonction du **référendum d'initiative populaire** d'exiger la prise en compte de solutions majoritaires à des questions importantes. Mais tant que le référendum ne répondra pas à un protocole précis, qui reste à établir, il risque d'échapper à sa vocation démocratique en propulsant des opinions plutôt que des avis éclairés. C'est ce qu'à bien compris le FN qui a récupéré cette proposition...

Enfin le recours aux **conventions de citoyens** pour régler les controverses devrait être généralisé, aussi bien à l'instigation de la chambre des citoyens (ex Sénat) qu'à tous les niveaux où se prennent des décisions ayant un impact sur la vie des gens. Les « gens » étant les êtres humains qui vivent ici et ceux qui vivent ailleurs, ceux qui vivent aujourd'hui et les générations futures. Car il a été montré que c'est le souci du bien commun qui guide le jugement collectif de citoyens placés dans des conditions appropriées, l'expérience de conférences de citoyens en France est éloquente sur ce sujet puisque les avis du jury sont systématiquement de nature « progressiste » (voir des exemples dans *L'humanité au pouvoir. Comment les citoyens peuvent décider du bien commun*. Seuil,

2015, pp 127-150). Ces conditions appropriées comprennent l'absence d'intérêts particuliers (les citoyens sont tirés au sort), la bonne connaissance de la question traitée (grâce à une formation complète et contradictoire) et l'absence de pressions extérieures (le jury demeure anonyme durant ses travaux).

De tels dispositifs démocratiques constitueraient le moyen de **rendre possible un programme** aux yeux de la grande majorité, c'est à dire de placer le système politique et ses représentants sous le regard et la pression permanente des citoyens.

Il serait aussi intéressant de **soumettre, en amont des élections, les programmes des partis politiques à la critique** de tels jurys citoyens, comme cela fut proposé aux USA dans les années 1990...et immédiatement interdit. Je ne doute pas que le pseudo programme du Front National (mais aussi beaucoup de propositions des autres partis...) serait mis en pièces par cette procédure démocratique et que, pourvu que politiques et médias fassent écho à ces analyses, beaucoup d'électeurs pourraient se montrer sensibles à l'avis exprimé par des gens qui leur ressemblent mais qui sont allés au fond des phrases et des promesses...Par exemple, la responsabilité des immigrés dans le chômage des Français, épouvantail brandi par le FN depuis toujours, serait facilement démontée. Par exemple, la démonstration de la soumission du FN au patronat plutôt qu'aux salariés viendrait contredire ses promesses aux plus défavorisés. Par ses vertus pédagogiques, la convention de citoyens pourrait délier l'incontournable droit de vote du fait évident que nombre d'électeurs sont l'objet de manipulations qui peuvent les amener à choisir des solutions contraires à leur intérêt.

On s'est récemment inquiété, avec raison, des succès électoraux de l'extrême droite en France, en omettant souvent que le phénomène d'une peste brune envahissante atteint de nombreux pays européens, des causes analogues provoquant des effets comparables. Ne pas s'imaginer que crier au loup entre les deux tours des élections constituera un stratagème durable pour endiguer la bête...Mais il faut prendre la mesure des drames à venir, quand la crise démocratique rencontrera l'aggravation des crises climatique, sanitaire et économique. Puisqu'il devient évident, même pour des économistes gardiens de l'ordre néo-libéral que la croissance appartient au passé (et c'est tant mieux pour l'homme et la planète), le pouvoir et les éditorialistes ne devraient plus ânonner rituellement que la sortie du tunnel est proche grâce à la « reprise de la croissance » laquelle serait la fin du chômage et le moyen de la compétitivité. Ils doivent préparer les populations à affronter un monde différent au nom d'une responsabilité planétaire, particulièrement par la nécessaire sobriété énergétique. Par irresponsabilité et vue à court terme, par incompetence à distinguer la réalité qui vient, l'ensemble de la classe politique expose la population à des temps difficiles déjà dramatiques et potentiellement violents pour l'appropriation de biens en réduction. Cette situation, où le FN devrait trouver un nouveau ring, ne pourrait être prévenue qu'en s'y préparant par une culture de la convivialité et du partage, en bouleversant complètement les règles du jeu politique afin que le plus grand nombre ne se trouve pas exclu, en plaçant le bien des humains au dessus de toutes les actions. Il s'agit d'inventer et appliquer des **règles pour rendre possible l'avenir immédiat**. Sans de telles règles, proprement révolutionnaires, tout effort des partis pour afficher un programme supposé satisfaire les besoins authentiques de la population sera considéré comme une manœuvre par l'électorat. Ce n'est plus seulement le contenu du programme qui compte mais le protocole mis en action pour le réaliser.